

Après les trois jours tragicomiques qui ont secoué la Grèce (et l'Europe) capitaliste

Le gouvernement d'union nationale prélude l'approfondissement ultérieur de l'affrontement de classe.

Yorgos Mitralias*

*Pourquoi tout à coup cette inquiétude
cette confusion (comme les visages sont devenus graves).
Pourquoi les rues, les places, se vident-elles si vite
et chacun rentre chez lui très soucieux?
C'est que les barbares arrivent aujourd'hui
et que ces choses-là éblouissent les barbares.
K. Kavafis, En attendant les barbares (extrait)*

Pourquoi toute cette agitation grecque et internationale ? Pourquoi les menaces et les chantages, pourquoi les intrigues florentines, pourquoi tout ce psychodrame politique athénien sur fond de tragicomédie cannoise? Et pourquoi finalement « l'union nationale » grecque tant désirée par les maitres cuisiniers de Berlin, de Paris, de Washington et d'ailleurs? Pourquoi ?...

Et bien, c'est simple : parce qu'il fallait coûte que coûte empêcher la venue des « barbares », l'irruption des masses grecques révoltées sur la scène politique. Parce qu'il fallait retarder le plus possible la tenue de ces élections générales tant souhaitées par la plèbe en colère et encore plus redoutées par l'Alliance Sacrée des chanceliers et des banquiers !

En effet, parler de panique de la bourgeoisie grecque c'est peu dire. Voici qu'il y a quelques jours, le –jusqu'à hier- premier ministre grec et président de l'Internationale...Socialiste (!) Georges Papandreou, manifestement aux abois face a la demande presque unanime d'élections-générales-tout-de-suite, perd sa tête car voulant la sauver, il invente un referendum (bidon) et la menace directe d'un coup d'Etat militaire imaginaire!¹ Le résultat est immédiat : grande panique chez ses maitres et partenaires européens qui, totalement surpris par l'éventualité d'un referendum incontrôlable dans cette Grèce incontrôlée car en ébullition permanente, somment ce Papandreou cramponné a son fauteuil de premier ministre de s'expliquer devant eux tout de suite a Cannes.

* Membre fondateur de la Campagne Grecque pour l'Audit de la Dette (www.elegr.gr) et du Comité contre la Dette –CADTM grec (www.contra-xreos.gr).

¹ Sujet tabou pour les medias grecs qui n'en soufflent pas mot, la préparation de ce prétendu coup d'Etat militaire grec a du impliquer au moins les quelques membres du gouvernement Papandreou responsables du changement de la totalité de l'état major de l'armée grecque, quelques jours avant le dénouement comique de cette affaire a Cannes. De tout ca reste pourtant une question manifestement sans réponse : depuis quand les instigateurs de telles actes impliquant les forces armées d'un pays ne font pas l'objet de très lourdes sanctions pénales ?

L'humiliation de Papandreou (et de la Grèce) devait être exemplaire pour que « ceux d'en bas » en Europe et par le monde ne prennent pas au sérieux ce qui n'a été qu'une menace de referendum brumeux de sa part. Un Papandreou au garde-à-vous devant ses patrons, accepte donc imperturbable que le tandem Merkel-Sarkozy annonce non seulement la date mais aussi le contenu de la question du referendum... « grec » : non pas oui ou non à l'accord du 26-27 octobre mais oui ou non à l'euro ! Le chantage est clair et ne laisse plus le moindre doute sur l'avenir du fameux referendum bidon. Il n'y en aura pas. Mais, les dégâts provoqués en Europe et surtout en Grèce par ce premier ministre grec « aventuriste et irresponsable », sont déjà si énormes que ces élections si redoutées semblent désormais inévitables. Alors, comment faire pour désamorcer la crise en éloignant Papandreou du gouvernement tout en empêchant la tenue des élections générales ?

Comme par miracle, tous les centres de pouvoirs et les grands medias grecs sont tombés d'accord –en un temps record- que le salut viendrait d'un gouvernement d'union nationale des deux grands partis néolibéraux, du PASOK et de la Nouvelle Démocratie². Oubliées les querelles politiciennes de la veille, les « élites » grecques se sont brusquement réveillées avec seul mot d'ordre celui dicté par leurs maîtres européens : Union nationale avant que les barbares profitent de façon irréparable de notre désunion, de nos paniques, de nos contradictions et même de nos gaffes...

Ce qui a suivi était prévisible. Malgré sa résistance acharnée, Papandreou a du plier sous des pressions qui venaient même de l'intérieur de son gouvernement. De l'autre côté, le refus du leader de Nouvelle Démocratie Antonis Samaras d'avaloir la couleuvre de l'accord du 26-27 octobre en participant à un gouvernement d'union nationale, n'a tenu que trois jours. Au soir du troisième jour, les jeux étaient faits : l'opposition de sa majesté pratiquée par la droite grecque depuis le premier Mémorandum dicté par la troïka, donnait sa place à la cohabitation avec le PASOK au sein du même gouvernement imposé par la Troïka et le grand capital grec !

Le gouvernement d'union de deux grands partis néolibéraux ne laisse aucun doute quant à ses objectifs : d'un côté il servira avec dévouement les intérêts de ses maîtres grecs et internationaux en faisant voter, entre autres, le budget de l'Etat et l'accord du 26-27 octobre, et de l'autre il repoussera le plus tard possible le recours aux urnes. D'ailleurs, le passé récent de son premier ministre est tout à fait éloquent : grand banquier, Loucas Papadimos a été pendant très longtemps vice-président de la Banque Centrale Européenne (BCE) ! De cette BCE qui fait partie de la Troïka de tous les malheurs grecs...

Alors, la crise est terminée ? Non, pas du tout si on croit aussi bien « ceux d'en haut » que « ceux d'en bas ». Mais maintenant, il y a une différence de taille par rapport au passé : la situation n'est plus la même car la formation de ce gouvernement a le grand mérite de clarifier un paysage politique grec longtemps confus et embrouillé par des manœuvres politiciennes. ***Désormais, le tableau politique grec est net et clair : d'un***

² La préparation au forçage des esprits en vue du gouvernement d'union nationale a donné lieu à un bourrage de crâne sans précédent de la part de toutes les chaînes de TV grecques. Pendant les trois jours précédant la formation du nouveau gouvernement, la même vingtaine de professeurs, journalistes, politiciens, banquiers et autres « experts » de tout ordre allaient d'un studio à l'autre tant pour briser les dernières résistances provenant des irréductibles de deux grands partis que pour assener leur vérité néolibérale sur les malheureux téléspectateurs grecs.

coté, les grands –et les petits- partis bourgeois soutenant à fond les Mémoires et leur austérité cataclysmique et barbare, et de l'autre coté les partis de gauche qui les rejettent et les combattent. D'un coté la bourgeoisie grecque et de l'autre, le peuple qui saigne mais qui lutte !...

Evidemment, tout serait beaucoup plus clair et plus facile pour « ceux d'en bas » si la gauche grecque se présentait à cette ligne droite de l'affrontement à mort moins désunie et sectaire, plus décidée de faire front face à une droite grecque et internationale déterminée d'aller jusqu'au bout de ses projets cauchemardesques. Pourtant, il ne faut pas désespérer. La colère et la détermination populaires sont telles qu'il faudra à la réaction grecque beaucoup plus que la formation d'un gouvernement d'union nationale pour venir à bout du séisme social qui secoue depuis des mois les fondements de l'Etat bourgeois grec. En effet, tout indique que la stabilisation de la situation qui suivra la formation de cet avorton gouvernemental sera de courte durée, et elle sera sans doute suivie par l'approfondissement non seulement de la crise mais aussi de la mobilisation populaire.

Cependant, il y a désormais un problème qui crève les yeux et demande d'urgence une réponse à la fois réaliste et crédible : *quel projet européen alternatif et radical non pas pour le mouvement grec mais pour toutes les résistances populaires en Europe face à la crise (terminale ?) de l'Union Européenne et la véritable guerre que ses dirigeants mènent contre leurs propres populations ?* Le cas grec vient de démontrer que la sortie de l'euro (et de l'Europe) ne représente une alternative ni réaliste ni crédible pour ces populations en lutte. Mais plus que ça, elle ne représente pas une solution de classe à la guerre de classe menée par le capitalisme européen contre ses salariés/es et ses retraités/es, ses jeunes et ses chômeurs, les femmes et tous les opprimés/es de ce continent.

Alors, quoi ? Sommes-nous condamnés éternellement à la défensive sans qu'il n'y ait jamais espoir de passer à la contre-attaque et vaincre ? L'élaboration de la réponse doit être notre affaire à tous. Mais, en dernière analyse une chose est sûre : tout dépendra de la capacité de toutes ces résistances populaires (en Grèce et en Espagne, en Italie et au Portugal, en Irlande et en France, en Pologne et en Allemagne et partout ailleurs) de se coordonner et de se battre pour le projet commun d'une Europe démocratique des peuples qui aura des priorités diamétralement opposées à celles de l'Europe actuelle des banquiers, des spéculateurs et des capitalistes. Allons donc, camarades. Mettons-nous tous ensemble au travail...